



Lundi 18 octobre : AG des personnels UTM

Le syndicat FERC-Sup CGT de l'UTM appelle la grosse centaine d'agents à la mobilisation et propose la grève reconductible jusqu'à la prochaine AG.

Mardi 19 octobre : Manifestation monstre

150.000 à Toulouse et 3,5 millions dans 277 villes de France.



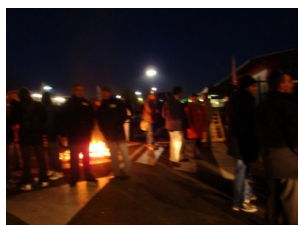
La manifestation toulousaine, 19 oct.

Mercredi 20 octobre : Rassemblement à l'UTM

Seul syndicat à appeler à un rassemblement pour protester contre la fermeture administrative de l'UTM, nous étions là avant 8h30 pour demander la réouverture du campus.

Jeudi 21 octobre : Tisseo

Le dépôt de bus de Langlade était bloqué par les grévistes activement soutenus par la FERC-Sup CGT de l'UTM entres autres. Aucun bus n'est sorti avant 9h30.



Dépôt Tisseo, 21 oct.

Jeudi 21 octobre : Cité Administrative

Entrée bloquée par deux cent personnes de 7 heures à 9 heures, la CGT (dont des militants de l'UTM), FO, SUD - Solidaires étaient présents.



Cité Administrative, 21 oct.

Après le succès de la manifestation du mardi 19 octobre, la manifestation du jeudi 21 à l'appel des organisations départementales a permis le rassemblement de nombreux secteurs en lutte.

Cette manifestation qui a rassemblé plus de 35.000 manifestants avec une participation importante de jeunes se situe au carrefour de multiples initiatives : elle prolonge les piquets de grève à la porte des entreprises, les blocages de site et les interventions sur l'outil de travail.

Son ampleur conforte les actions reconduites dans les entreprises et promet d'autres initiatives de grandes portées.

La volonté des salariés de faire échec à ce projet demeure intacte. Face à la régression sociale, un autre projet est retenu par le mouvement syndical et social, ce projet appelle à une autre répartition des richesses produites, au droit à la vie après le travail, à une autre réforme des retraites.

L'intransigeance affichée du gouvernement se heurte à la détermination d'une large majorité de la population, la sagesse voudrait qu'il abandonne ce texte inique.

L'UD CGT 31 invite l'ensemble de ses bases à poursuivre les débats en assemblées générales et à poursuivre les actions engagées dans l'unité syndicale.

Union Départementale CGT Haute-Garonne

et à l'UTM :

AG des personnels

(BIATOS, Enseignants, chercheurs)

mardi 26 octobre

à 12h30 amphi AR-9

Manifestation

jeudi 28 octobre

à 10h à St Cyprien

rdv : musée des abattoirs

Jeudi 21 octobre : Manifestation

Regroupés, comme à l'habitude à 10h devant le musée des abattoirs, les agents de l'UTM, et parmi eux les syndiqués CGT, ont attendu les collègues de Ranguel, pour défiler ensemble jusqu'aux Allées Jean Jaurès.



Cortège enseignement supérieur & recherche, manifestation 21 Oct.

Vendredi 22 octobre : Thalès

THALES-Basso Cambo : 200 personnes, des représentants syndicaux CGT (dont des militants de notre Université) et Solidaires ainsi que des salariés du secteur du Mirail, Météo France, Freescale, Thalès, Carsat (ex-Cram), Impôts/Trésor, Hydro-Technal, des personnels (enseignants, chercheurs, BIATOS) et des étudiants de l'université du Mirail se sont rassemblés ce matin vendredi 22 octobre de sept heures à neuf heures trente sur le rond-point situé face à Thalès pour mener une action commune de tractage et de ralentissement.



Thalès, 22 oct.

**Et la semaine prochaine,
on continue !!**



**Contactez la FERC-Sup CGT
pour vous joindre aux prochaines actions
secretariat@cgt-utm.net**

Mobilisation des salariés : Le Gouvernement perd son sang froid

Bousculés par la mobilisation massive des salariés contre leur réforme des retraites, le Président de la République et le Gouvernement se murent dans une posture de déni et dérivent vers une politique de répression et de violences policières.

Ce matin, le Préfet de Seine et Marne a ordonné la réquisition des 169 salariés en grève à la raffinerie de Grandpuit. La CGT condamne cet acte juridiquement illégal et politiquement insensé. L'ordonnance détourne le contenu de la loi du 18 mars 2003 sur la sécurité intérieure, fortement encadrée par des décisions du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat. L'arrêt de la production dans cette raffinerie ne porte en aucun cas atteinte à la sécurité ni à la santé publique. Il s'agit d'un interdit pur et simple du droit de grève garanti par la Constitution, en l'occurrence exercé au sein d'une entreprise privée dans un cadre démocratique et pacifique. La Confédération se joint à l'action juridique demandant l'invalidation de cette réquisition.

Dans de nombreuses villes, les forces de l'ordre ont reçu la consigne de brutaliser les manifestants. Le Gouvernement tente d'opérer un amalgame intolérable entre les manifestations et quelques actes de violence intervenus dans certaines villes.

Des militants sont poursuivis, arrêtés, placés en garde à vue, simplement pour avoir collé des affiches comme à Roanne ! Les CRS chargent des queues de manifestations, sans aucune raison, comme à Lorient.

La CGT appelle les salariés, les grévistes à la vigilance du fait de la présence de provocateurs dans les initiatives syndicales. Ils incitent à des actes violents susceptibles en retour d'alimenter la répression policière et le discrédit de la lutte.

La CGT dénonce également le « camouflage » sous des autocollants syndicaux, dont ceux de la CGT, de policiers dans les manifestations et rassemblements.

Le Président de la République et le Gouvernement sont confrontés à une mobilisation unitaire solide, déterminée et toujours soutenue par 69% de la population, selon une enquête d'opinion publiée ce matin. Ce serait une nouvelle erreur de leur part de croire que le débat puisse être détourné vers le thème de la sécurité alors que l'origine des tensions actuelles se trouve dans les injustices de la politique économique et sociale.

La CGT ne laissera pas dévoyer les revendications au cœur de la mobilisation actuelle.

La CGT, Montreuil, le 22 octobre 2010